

11. DÉPENSES PUBLIQUES

Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP/COFOG)

Il appartient aux administrations publiques de financer ou d'assurer directement un large éventail de services et d'activités dans des domaines tels que la santé, l'éducation ou la justice; de garantir l'ordre public et la sécurité de la population civile; et de représenter leur pays sur la scène internationale. La ventilation des dépenses publiques par fonction offre une vue d'ensemble de l'utilisation des ressources publiques dans des domaines clés. Elle éclaire aussi les priorités des pays et leurs préférences quant aux modes d'exécution de leurs missions (avec des solutions, soit intégralement publiques, soit combinant interventions publiques et privées). Cette ventilation peut évoluer en fonction de choix stratégiques, mais aussi sous l'effet des tendances socioéconomiques à l'œuvre (en matière de démographie, par exemple), des cycles conjoncturels ou encore de certains chocs comme celui de la pandémie de COVID-19.

En 2021, sur l'ensemble de la zone OCDE, c'est la protection sociale qui représentait le plus grand poste de dépenses des administrations publiques (tableau 11.4); les dépenses correspondantes équivalaient, en moyenne, à 15.8 % du PIB. Ce pourcentage s'échelonnait entre 8.7 % du PIB en Irlande et 24.8 % du PIB en France. La protection sociale recouvre des prestations en matière de vieillesse, de maladie, d'invalidité et de chômage. Les pays de l'OCDE qui sont également membres de l'Union européenne consacrent, en moyenne, 20.6 % de leur PIB à la protection sociale, ce qui est supérieur à la moyenne OCDE dans son ensemble.

La santé représente le deuxième poste de dépenses publiques. Elle englobe les dépenses liées aux services hospitaliers, aux services ambulatoires et aux produits, appareils et matériels médicaux. Entre 2019 et 2021, les dépenses de santé sont passées, en moyenne, de 8.0 % à 9.0 % du PIB dans la zone OCDE, sous l'effet, notamment, de la pandémie de COVID-19. En 2021, sur l'ensemble de la zone OCDE, ce sont les États-Unis (10.3 %) et l'Autriche (10.1 %) qui ont affiché les pourcentages les plus élevés dans cette catégorie. À l'inverse, la Suisse (2.8 %) et le Luxembourg (5.4 %) ont affiché les pourcentages les plus faibles (tableau 11.4). Pour la Suisse, le poids relativement peu élevé des dépenses s'explique par la prédominance des acteurs privés dans l'assurance maladie.

Les affaires économiques ont représenté le troisième poste de dépenses pour la zone OCDE en 2021. Elles englobent les dépenses réalisées par les administrations publiques dans les domaines des échanges, de l'agriculture, de l'énergie et des transports pour appuyer les activités productives. En moyenne, les pays de l'OCDE ont consacré 5.7 % de leur PIB aux affaires économiques; les pourcentages s'échelonnent entre 2.3 % du PIB pour le Chili et 10.7 % du PIB pour la Grèce. En 2021, les quatrième et cinquième postes de dépenses ont été les services généraux des administrations publiques et l'enseignement. Les services généraux des administrations publiques (p. ex. opérations concernant la dette publique, fonctionnement des organes exécutifs et législatifs centraux et transferts entre niveaux d'administration) ont représenté 5.4 % du PIB, tandis que l'enseignement a représenté 5.1 % du PIB (tableau 11.4).

Entre 2019 et 2021, le poids dans le PIB des dépenses liées à la protection sociale a augmenté de 2.4 points de pourcentage,

en moyenne de la zone OCDE. C'est au Chili (+8.5 p.p.) et aux États-Unis (+4.5 p.p.) que l'augmentation a été la plus forte. À l'inverse, c'est en Norvège que le poids des dépenses liées à la protection sociale a le plus baissé (-0.9 p.p.). Sur la même période, la deuxième catégorie de dépenses à progresser le plus a été celle des affaires économiques, avec une hausse moyenne de 1.7 p.p. de son poids dans le PTB sur l'ensemble de la zone OCDE. C'est en Grèce que la hausse a été la plus marquée, avec une progression de 6.9 p.p. (tableau 11.5).

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses sont tirées des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) et des statistiques d'Eurostat sur les finances publiques (base de données), qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale* (SCN); ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN 2008 a été mis en œuvre par tous les pays de l'OCDE (voir l'annexe C). Les données sur les dépenses sont ventilées selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG), qui classe les dépenses publiques selon dix fonctions (niveau 1 de la classification) : services généraux des administrations publiques; défense; ordre et sécurité publics; affaires économiques; protection de l'environnement; logement et équipements collectifs; santé; loisirs, culture et culte; enseignement; et protection sociale. On trouvera à l'annexe E des précisions sur la nature des dépenses entrant dans chaque catégorie.

Pour en savoir plus

OCDE (2023), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2023, Une reprise fragile*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2d7536fc-fr>.

Allen, R. (2022), « How budgeting systems can prepare better for national emergencies: Six lessons from the COVID-19 crisis », *OECD Journal on Budgeting*, vol. 22, n° 1, <https://doi.org/10.1787/bdfca328-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les données sur le Chili, la Colombie et le Costa Rica ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE. On ne dispose pas de données pour le Canada, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et Türkiye. Les données sur le Costa Rica et la Corée portent sur 2020, et non 2021.

G.6.2 et G.6.3 (Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction en 2021, et évolution par rapport à 2019) sont disponibles en ligne dans l'annexe G.

Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP/COFOG)

11.4. Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction, en pourcentage du PIB, 2021

	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	6.2	1.1	1.7	6.0	0.6	0.5	8.6	1.1	4.5	20.9
Australie	3.8	2.4	2.1	5.9	0.9	0.7	8.2	0.9	5.8	10.8
Autriche	5.8	0.6	1.4	9.3	0.4	0.3	10.1	1.2	4.9	21.9
Belgique	7.0	0.9	1.8	7.1	1.3	0.4	8.6	1.2	6.3	21.0
Chili	2.4	0.8	1.6	2.3	0.2	0.8	5.8	0.3	4.0	16.0
Colombie	5.5	1.1	2.1	3.7	0.5	0.6	6.1	0.6	3.9	9.8
Corée	4.7	2.8	1.4	5.8	1.1	1.2	5.6	1.1	5.2	9.3
Costa Rica	5.4	0.0	2.6	2.8	0.4	0.7	7.5	0.2	7.4	9.9
Danemark	6.0	1.2	1.0	4.1	0.4	0.1	9.2	1.6	6.0	21.1
Espagne	5.9	1.0	2.0	6.5	1.0	0.5	7.3	1.2	4.6	20.6
Estonie	3.8	2.0	1.8	4.8	0.6	0.5	6.5	2.1	5.9	13.5
États-Unis	5.5	3.3	2.0	5.1	0.0	0.8	10.3	0.3	5.6	12.1
Finlande	8.1	1.2	1.2	5.1	0.2	0.4	7.7	1.5	5.7	24.7
France	5.8	1.8	1.7	6.9	1.0	1.3	9.2	1.4	5.2	24.8
Grèce	7.9	2.8	2.2	10.7	1.2	0.3	6.7	1.1	4.1	20.6
Hongrie	8.0	1.1	1.8	9.2	0.7	0.8	5.6	3.0	5.0	13.1
Irlande	2.3	0.2	0.8	3.1	0.3	0.6	5.3	0.5	3.0	8.7
Islande	7.0	0.1	1.7	6.0	0.7	0.6	9.0	3.3	7.7	13.3
Israël	4.6	5.1	1.5	4.9	0.5	-0.8	5.8	1.3	7.4	10.6
Italie	8.1	1.4	1.9	6.5	0.9	0.5	7.6	0.8	4.1	23.3
Japon	3.8	1.0	1.2	5.6	1.2	0.6	9.2	0.5	3.5	17.9
Lettonie	3.7	2.3	2.2	7.2	0.6	1.0	6.3	1.4	5.6	13.8
Lituanie	3.1	1.8	1.3	4.0	0.5	0.6	5.9	1.2	4.8	14.3
Luxembourg	4.7	0.4	1.2	5.4	0.9	0.6	5.4	1.2	4.7	18.3
Norvège	4.2	1.7	1.1	5.9	0.9	0.7	8.6	1.7	5.0	18.6
Pays-Bas	3.9	1.3	2.0	5.9	1.4	0.4	8.7	1.3	5.1	16.7
Pologne	4.1	1.6	2.2	6.0	0.6	0.5	5.8	1.2	4.9	17.3
Portugal	6.8	0.8	1.8	5.5	0.8	0.6	7.6	1.0	4.6	18.3
République slovaque	5.9	1.3	2.3	6.8	0.9	0.5	7.0	1.0	4.3	16.2
République tchèque	4.6	1.0	2.0	7.5	0.9	0.6	9.8	1.3	5.1	13.6
Royaume-Uni	4.7	2.2	2.1	5.8	0.7	0.8	9.9	0.6	5.4	16.1
Slovénie	5.2	1.2	1.8	6.8	0.7	0.5	8.1	1.4	5.7	17.9
Suède	6.6	1.3	1.3	4.8	0.6	0.7	7.5	1.4	6.7	18.6
Suisse	4.3	0.8	1.7	4.9	0.6	0.2	2.8	1.1	5.7	14.4
OCDE	5.4	2.2	1.8	5.7	0.5	0.7	9.0	0.7	5.1	15.8
OCDE-UE	6.0	1.3	1.8	6.4	0.8	0.6	8.1	1.2	4.8	20.6
Bulgarie	3.5	1.6	2.7	6.7	0.8	1.0	5.8	0.9	4.3	13.4
Croatie	4.8	1.0	2.4	8.5	1.5	1.3	8.3	1.6	5.2	14.1
Roumanie	5.0	1.9	2.3	5.8	0.7	1.1	5.5	0.9	3.2	13.4

Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données); statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink  <https://stat.link/i83tkb>

11.5. Évolution des dépenses des administrations publiques par fonction, en pourcentage du PIB, de 2019 à 2021

	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	0.4	0.0	0.1	2.8	0.0	0.0	1.4	0.1	0.2	1.3
Australie	-0.2	-0.1	-0.1	-1.6	-0.1	0.1	0.4	-0.1	-0.6	-0.3
Autriche	0.0	0.0	0.1	3.5	0.0	0.0	1.8	0.0	0.1	1.7
Belgique	0.1	0.1	0.1	0.4	0.0	0.0	1.0	-0.1	0.2	1.8
Chili	-0.5	-0.1	-0.3	-0.4	0.0	-0.1	0.6	-0.1	-1.0	8.5
Colombie	0.2	0.0	0.0	0.3	-0.1	0.0	0.2	-0.2	-0.2	0.1
Corée	0.5	0.2	0.1	0.9	0.2	0.1	0.4	0.0	0.1	1.7
Costa Rica	0.7	0.0	0.2	-0.2	0.0	0.0	1.4	0.0	-0.2	0.8
Danemark	0.1	0.1	0.0	1.0	0.0	-0.1	0.9	0.0	-0.3	-0.5
Espagne	0.4	0.1	0.2	2.3	0.1	0.1	1.2	0.0	0.6	3.2
Estonie	0.3	-0.1	0.0	0.9	-0.1	0.1	0.8	0.0	-0.2	0.4
États-Unis	-0.3	-0.1	0.0	1.6	0.0	0.3	0.7	0.0	-0.3	4.5
Finlande	0.1	0.0	0.0	0.8	0.0	0.1	0.6	0.0	0.1	0.7
France	0.2	0.0	0.1	1.0	0.0	0.2	1.3	0.0	0.0	0.9
Grèce	0.0	0.8	0.1	6.9	-0.2	0.1	0.9	0.2	0.1	0.8
Hongrie	-0.1	0.1	-0.3	0.7	0.0	0.0	1.1	0.0	0.3	0.4
Irlande	-0.5	0.0	-0.1	1.0	0.0	0.0	0.5	-0.1	-0.2	0.1
Islande	-0.3	0.0	0.2	1.1	0.1	0.0	1.2	0.2	0.7	2.6
Israël	0.5	-0.1	-0.1	2.1	0.0	-1.0	0.5	-0.3	0.4	-0.2
Italie	0.8	0.1	0.1	2.4	0.1	0.0	0.8	0.0	0.2	2.3
Japon	0.0	0.1	0.0	1.9	0.0	0.0	1.5	0.0	0.1	1.8
Lettonie	-0.1	0.4	0.0	2.0	0.0	0.0	2.0	0.0	-0.1	1.8
Lituanie	-0.4	0.2	-0.1	1.0	0.0	0.1	0.8	0.0	0.2	0.9
Luxembourg	-0.5	0.1	0.0	0.2	0.0	0.0	0.2	-0.1	-0.1	0.0
Norvège	-0.6	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	0.0	-0.1	-0.6	-0.9
Pays-Bas	-0.1	0.1	0.1	2.0	0.0	0.0	1.3	0.0	0.2	0.8
Pologne	-0.1	-0.1	0.1	1.2	0.0	-0.1	0.9	-0.2	-0.1	0.6
Portugal	0.2	0.0	0.2	1.8	0.2	0.1	1.1	0.1	0.2	1.4
République slovaque	0.7	0.2	0.0	1.6	0.1	0.0	1.3	-0.1	0.1	1.9
République tchèque	0.3	0.1	0.1	1.5	0.1	0.0	2.3	-0.1	0.2	1.1
Royaume-Uni	0.4	0.2	0.3	2.4	0.1	0.1	2.3	0.0	0.5	1.3
Slovénie	0.0	0.2	0.2	2.3	0.1	0.1	1.5	0.0	0.2	1.5
Suède	-0.2	0.1	0.0	0.4	0.1	0.0	0.5	0.1	-0.2	-0.4
Suisse	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.6	0.1	0.2	1.3
OCDE	0.0	0.0	0.0	1.7	0.0	0.1	1.0	0.0	0.0	2.4
OCDE-UE	0.3	0.1	0.1	1.9	0.0	0.1	1.1	0.0	0.1	1.3
Bulgarie	-0.1	0.4	0.0	0.2	0.1	-0.3	1.2	0.2	0.5	1.9
Croatie	-0.5	-0.1	0.2	0.7	0.4	0.0	1.2	0.2	0.1	0.2
Roumanie	0.9	0.3	0.1	1.0	0.0	0.1	0.5	-0.1	-0.4	1.6

Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données); statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink  <https://stat.link/2mh5ak>



Extrait de :
Government at a Glance 2023

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/3d5c5d31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP/COFOG) », dans *Government at a Glance 2023*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6a4f0738-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.